



Arrêt

n° 181 263 du 26 janvier 2017
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la
Simplification administrative**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIIÈME CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 23 janvier 2016, par X, qui déclare être de nationalité turque, tendant à l'annulation d'un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, pris le 18 janvier 2016.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 5 février 2016 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'arrêt n° 160 801 du 26 janvier 2016.

Vu l'ordonnance du 25 novembre 2016 convoquant les parties à l'audience du 11 janvier 2017.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. VAN DER HAERT loco Me F. GELEYN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et D. BERNE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant, âgé de onze ans à l'époque, est arrivé en Belgique avec sa famille le 1^{er} mai 2000.

1.2. Le 2 mai 2000, les parents du requérant ont introduit une demande d'asile auprès des autorités belges, laquelle s'est clôturée par une décision négative prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, en date du 24 avril 2004. Cette décision a fait l'objet d'un recours devant la Commission permanente de recours des réfugiés n'ayant pas permis aux parents du requérant d'obtenir la reconnaissance de la qualité de réfugié.

1.3. Le 13 avril 2005, les parents du requérant ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 alinéa 3 (ancien) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

A la suite de cette demande, une décision a été prise par la partie défenderesse, le 5 janvier 2006, autorisant l'ensemble des membres de la famille au séjour illimité sur pied des articles 9 et 13 de la loi du 15 décembre 1980.

1.4. Le 9 février 2012, la partie défenderesse a pris, à l'égard du requérant, un ordre de quitter le territoire. Cette décision a été annulée aux termes de l'arrêt du Conseil de céans n° 160 796, rendu le 26 janvier 2016.

1.5. Le 18 janvier 2016, la partie défenderesse a pris, à l'égard du requérant, un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement. Ces décisions, qui lui ont été notifiées le même jour, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

« MOTIF DE LA DÉCISION ET DE L'ABSENCE D'UN DÉLAI POUR QUITTER LE TERRITOIRE :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article / des articles suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits et/ou constats suivants :

Article 7, alinéa 1 :

- ☐ 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;
- ☐ 3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public ou la sécurité nationale;

Article 27 :

- ☐ En vertu de l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, l'étranger qui a reçu l'ordre de quitter le territoire ou l'étranger renvoyé ou expulsé qui n'a pas obtempéré dans le délai imparti peut être ramené par la contrainte à la frontière de son choix, à l'exception en principe de la frontière des Etats parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique, ou être embarqué vers une destination de son choix, à l'exclusion de ces Etats.
- ☐ En vertu de l'article 27, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, le ressortissant d'un pays tiers peut être détenu à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la décision d'éloignement.

Article 74/14 :

- ☐ article 74/14 §3, 3°: le ressortissant d'un pays tiers constitue un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale
- ☐ article 74/14 §3, 4°: le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa valable au moment de son arrestation.

*Un procès-verbal a été rédigé à sa charge du chef de vol avec violence
PV n° BR.[...] de la police de Bruno*

L'intéressé a suivi durant sa minorité les procédures entamée[s] par ses parents en vue d'obtenir un séjour. Puisque ses parents ont utilisé une fausse identité dans plusieurs procédures (fraude d'identité), son séjour a été annulé le 09.02.2012 avec un ordre de quitter le territoire. Il est donc peu probable qu'il obtempère à un ordre de quitter le territoire qui lui serait notifié. L'intéressé a reçu un ordre de quitter le territoire le 21.02.2012. L'intéressé a introduit un recours contre son OQT. Le fait que l'éloignement de l'intéressé vers [la] Turquie soit exécuté, ne l'empêche pas de confier sa défense à un avocat de son choix dans le cadre d'une procédure pendante devant le CCE. En effet, la présence de l'intéressé n'est pas obligatoire. Cet avocat peut faire le nécessaire pour assurer la défense des intérêts de l'intéressé et le suivi des procédures pendantes.

[L']oncle de l'intéressé réside en Belgique. Toutefois, l'éloignement de l'intéressé n'est pas disproportionné par rapport au droit à la vie familiale et n'implique pas une rupture des relations familiales mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soit, n'est pas un préjudice

grave. En effet, l'oncle peut se rendre en Turquie. On peut donc en conclure qu'un retour en Turquie ne constitue pas une violation de l'article 8 de la CEDH.

Toute la famille devrait retourner dans [son] pays d'origine afin que l'article 8 de la CEDH soit respecté. Lors de l'arrestation de l'intéressé, il lui a été demandé où se trouvai[en]t sa mère et son frère (également en séjour illégal), [A.M.] e[t] [A.Y.]. Il ressort du dossier administratif aucune volonté de collaborer. L'intéressé n'a pas voulu répondre à cette question. Sa mère et son frère ont toujours la possibilité de retourner vers son pays d'origine avec l'intéressé. [S']ils ne font pas ce choix, on ne peut que conclure que son rapatriement sans sa mère et son frère résulte de son propre comportement. On peut donc en conclure qu'il n'y a pas de violation de l'article 8 de la CEDH (CCE, arrêt n° 61.377 du 12.05.2011).

Le simple fait qu'il s'est construit une vie privée en Belgique ces 16 dernières années alors qu'il se trouvait en séjour précaire (et même les derniers 3 ans en séjour illégal), ne lui permet pas de prétendre d'avoir le droit d'obtenir un séjour et d'être protégée contre l'éloignement en vertu de l'article 8 de la CEDH (voir dans ce sens CEDH 5 septembre 2000, n°44328/98, Salomon c. Pays-Bas, CEDH 31 juillet 2008 n° 265/07, Darren Omoregie c. Norvège ; CEDH 26 avril 2007, n° 16351/03, Konstatinov c. Pays-Bas et CEDH 8 avril 2008, n° 21878/06, Nnyanzi c. Royaume-Uni, par. 77).

Reconduite à la frontière
MOTIF DE LA DECISION :

En application de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé(e) à la frontière, à l'exception des frontières des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen pour le motif suivant :

L'intéressé réside sur le territoire des Etats Schengen sans visa valable. Il ne respecte pas la réglementation en vigueur. Il est donc peu probable qu'il obtempère à un ordre de quitter le territoire qui lui serait notifié.

L'intéressé refuse manifestement de mettre un terme à sa situation illégale. De ce fait, un retour forcé s'impose.

Un procès-verbal a été rédigé à sa charge du chef de vol avec violence
PV n° BR.[...] de la police de Bruno.
Il existe donc un risque de nouvelle atteinte à l'ordre public.

L'intéressé a suivi durant sa minorité les procédures entamée[s] par ses parents en vue d'obtenir un séjour. Puisque ses parents ont utilisé une fausse identité dans plusieurs procédures (fraude d'identité), son séjour a été annulé le 09.02.2012 avec un ordre de quitter le territoire. Il est donc peu probable qu'il obtempère à un ordre de quitter le territoire qui lui serait notifié. L'intéressé a reçu un ordre de quitter le territoire le 21.02.2012. Cette décision d'éloignement n'a pas été exécutée. Il est peu probable qu'il obtempère volontairement à cette nouvelle mesure.

L'intéressé a introduit un recours contre son OQT. Le fait que l'éloignement de l'intéressé vers [la] Turquie soit exécuté, ne l'empêche pas de confier sa défense à un avocat de son choix dans le cadre d'une procédure pendante devant le CCE. En effet, la présence de l'intéressé n'est pas obligatoire. Cet avocat peut faire le nécessaire pour assurer la défense des intérêts de l'intéressé et le suivi des procédures pendantes.

[L']oncle de l'intéressé réside en Belgique. Toutefois, l'éloignement de l'intéressé n'est pas disproportionné par rapport au droit à la vie familiale et n'implique pas une rupture des relations familiales mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soit, n'est pas un préjudice grave. En effet, l'oncle peut se rendre en Turquie. On peut donc en conclure qu'un retour en Turquie ne constitue pas une violation de l'article 8 de la CEDH.

Toute la famille devrait retourner dans [son] pays d'origine afin que l'article 8 de la CEDH soit respecté. Lors de l'arrestation de l'intéressé, il lui a été demandé où se trouvai[en]t sa mère et son frère (également en séjour illégal), [A.M.] e[t] [A.Y.]. Il ressort du dossier administratif aucune volonté de collaborer. L'intéressé n'a pas voulu répondre à cette question. Sa mère et son frère ont toujours la

possibilité de retourner vers son pays d'origine avec l'intéressé. Si ils ne font pas ce choix, on ne peut que conclure que son rapatriement sans sa mère et son frère résulte de son propre comportement. On peut donc en conclure qu'il n'y a pas de violation de l'article 8 de la CEDH (CCE, arrêt n° 61.377 du 12.05.2011).

Le simple fait qu'il s'est construit une vie privée en Belgique ces 16 dernières années alors qu'il se trouvait en séjour précaire (et même les derniers 3 ans en séjour illégal), ne lui permet pas de prétendre d'avoir le droit d'obtenir un séjour et d'être protégée contre l'éloignement en vertu de l'article 8 de la CEDH (voir dans ce sens CEDH 5 septembre 2000, n°44328/98, Salomon c. Pays-Bas, CEDH 31 juillet 2008 n° 265/07, Darren Omoregie c. Norvège ; CEDH 26 avril 2007, n° 16351/03, Konstatinov c. Pays-Bas et CEDH 8 avril 2008, n° 21878/06, Nnyanzi c. Royaume-Uni, par. 77).

Maintien

MOTIF DE LA DECISION :

En application de l'article 7, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'intéressé(e) doit être détenu(e) sur base du fait que l'exécution de sa remise à la frontière ne peut être effectuée immédiatement et sur base des faits suivants :

Il y a lieu de maintenir l'intéressé à la disposition de l'Office des Etrangers dans le but de le faire embarquer à bord du prochain vol à destination [de la] Turquie.

L'intéressé a suivi durant sa minorité les procédures entamée[s] par ses parents en vue d'obtenir un séjour. Puisque ses parents ont utilisé une fausse identité dans plusieurs procédures (fraude d'identité), son séjour a été annulé le 09.02.2012 avec un ordre de quitter le territoire. Il est donc peu probable qu'il obtempère à un ordre de quitter le territoire qui lui serait notifié. L'intéressé a reçu un ordre de quitter le territoire le 21.02.2012. L'intéressé a introduit un recours contre son OQT. Le fait que l'éloignement de l'intéressé vers [la] Turquie soit exécuté, ne l'empêche pas de confier sa défense à un avocat de son choix dans le cadre d'une procédure pendante devant le CCE. En effet, la présence de l'intéressé n'est pas obligatoire. Cet avocat peut faire le nécessaire pour assurer la défense des intérêts de l'intéressé et le suivi des procédures pendantes.

[L']oncle de l'intéressé réside en Belgique. Toutefois, l'éloignement de l'intéressé n'est pas disproportionné par rapport au droit à la vie familiale et n'implique pas une rupture des relations familiales mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soit, n'est pas un préjudice grave. En effet, l'oncle peut se rendre en Turquie. On peut donc en conclure qu'un retour en Turquie ne constitue pas une violation de l'article 8 de la CEDH.

Toute la famille devrait retourner dans [son] pays d'origine afin que l'article 8 de la CEDH soit respecté. Lors de l'arrestation de l'intéressé, il lui a été demandé où se trouvai[en]t sa mère et son frère (également en séjour illégal), [A.M.] e[t] [A.Y.]. Il ressort du dossier administratif aucune volonté de collaborer. L'intéressé n'a pas voulu répondre à cette question. Sa mère et son frère ont toujours la possibilité de retourner vers son pays d'origine avec l'intéressée. Si ils ne font pas ce choix, on ne peut que conclure que son rapatriement sans sa mère et son frère résulte de son propre comportement. On peut donc en conclure qu'il n'y a pas de violation de l'article 8 de la CEDH (CCE, arrêt n° 61.377 du 12.05.2011).

Le simple fait qu'il s'est construit une vie privée en Belgique ces 16 dernières années alors qu'il se trouvait en séjour précaire (et même les derniers 3 ans en séjour illégal), ne lui permet pas de prétendre d'avoir le droit d'obtenir un séjour et d'être protégée contre l'éloignement en vertu de l'article 8 de la CEDH (voir dans ce sens CEDH 5 septembre 2000, n°44328/98, Salomon c. Pays-Bas, CEDH 31 juillet 2008 n° 265/07, Darren Omoregie c. Norvège ; CEDH 26 avril 2007, n° 16351/03, Konstatinov c. Pays-Bas et CEDH 8 avril 2008, n° 21878/06, Nnyanzi c. Royaume-Uni, par. 77).

Un procès-verbal a été rédigé à sa charge du chef de vol avec violence
PV n° BR.[...] de la police de Bruno.

Il existe donc un risque de nouvelle atteinte à l'ordre public.

Etant donné ce qui précède, il y a lieu de conclure que l'intéressé n'a pas la volonté de respecter les décisions administratives prises à son égard et qu'il risque donc de se soustraire aux autorités compétentes. De ce fait le maintien à la disposition l'Office des Etrangers s'impose. »

1.6. Le 18 janvier 2016, la partie défenderesse a également pris, à l'égard du requérant, une interdiction d'entrée de quatre ans.

Un recours en suspension et annulation a été introduit à l'encontre de cette décision auprès du Conseil de céans, qui l'a enrôlé sous le numéro 184 892.

1.7. Le 26 janvier 2016, le Conseil de céans a, aux termes d'un arrêt n° 160 801, accueilli la demande de suspension d'extrême urgence de l'exécution des décisions visées aux points 1.5. et 1.6.

2. Objet du recours.

2.1. A l'audience, la partie requérante déclare que le requérant s'est vu délivrer une « carte B ». La partie défenderesse dépose une pièce quant à ce.

Interpellée quant à l'objet du recours et l'incidence de ce titre de séjour sur l'ordre de quitter le territoire attaqué, la partie requérante confirme la perte d'objet au recours. La partie défenderesse ne fait rien valoir à cet égard.

2.2. En l'espèce, le Conseil relève qu'il ressort effectivement des informations lui communiquées que, le 26 juin 2016, le requérant a été mis en possession d'une « carte B » valable jusqu'au 13 mai 2021.

Dès lors, le Conseil estime que la délivrance de ce document emporte le retrait implicite mais certain de l'ordre de quitter le territoire attaqué. (dans le même sens, voir notamment C.E., arrêts n° 233.201 du 10 décembre 2015 et n° 233.255 et 233.256 du 15 décembre 2015).

2.3. Il s'ensuit que le recours est irrecevable, à défaut d'objet.

3. Dépens.

3.1. A l'audience, la partie requérante demande la liquidation des dépens à charge de la partie défenderesse, dès lors que l'acte attaqué pris par cette dernière est un acte illégal fondé sur un acte qui a été annulé par un arrêt n° 160 796 du Conseil.

Interpellée à cet égard, la partie défenderesse s'en réfère à l'appréciation du Conseil.

3.2. Dans la mesure où la décision attaquée a été implicitement retirée par la partie défenderesse, et dès lors que la délivrance de la carte de séjour visée au point 2.1. est intervenue à la suite d'instructions transmises par celle-ci à l'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode, et non à la suite d'une nouvelle demande introduite par le requérant, postérieurement à la prise de l'acte attaqué dans le présent recours, il convient de délaissier les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en annulation est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six janvier deux mille dix-sept par :

Mme N. CHAUDHRY, président f. f., juge au contentieux des étrangers,

Mme E. TREFOIS, greffier.

Le greffier,

Le président,

E. TREFOIS

N. CHAUDHRY